

Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ville fraternelle et solidaire

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Sébastien COTE, Abdi EL KANDOUSSI, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL

Convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Rapport d'exécution 2021 - Approbation

Monsieur Michel CALVO, Adjoint au Maire, rapporte :

Loin de se réduire à une logique de soutien aux revenus, notamment par le moyen des prestations sociales, la lutte contre la pauvreté vise à *« garantir sur l'ensemble du territoire l'accès effectif de tous aux droits fondamentaux dans les domaines de l'emploi, du logement, de la protection de la santé, de la justice, de l'éducation, de la formation et de la culture, de la protection de la famille et de l'enfance »*.

Pour atteindre ces objectifs, la mobilisation de l'Etat aux côtés des acteurs de terrain est indispensable, car ils disposent de la connaissance des réalités locales, auxquelles les mesures et ambitions nationales doivent être ajustées. Au premier rang de ces acteurs figurent les collectivités territoriales, auxquelles leur compétence en matière d'aide sociale confère une légitimité et une expertise particulières.

L'ensemble des politiques publiques portées par les collectivités territoriales, l'État et leurs partenaires doivent ainsi s'articuler pleinement et concourir efficacement à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion : hébergement d'urgence, emploi, formation, éducation, accès aux soins. Elles visent ainsi à redonner des opportunités à l'ensemble des personnes en situation d'exclusion sociale, au-delà de la seule insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires du revenu de solidarité active.

Le pilotage local est la garantie de la mise en œuvre d'actions répondant aux besoins repérés sur les territoires. C'est donc dans le cadre de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté qu'une convention d'appui entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier a été signée le 31 octobre 2020 pour une durée de 3 ans (2020-2021-2022).

Cette convention définit des priorités conjointes, déclinées sous la forme d'engagements réciproques et d'actions assorties d'objectifs mesurables et d'indicateurs de résultats. Ces engagements réciproques permettent de renforcer les coopérations entre les acteurs et d'instaurer une meilleure articulation entre leurs interventions, en cohérence avec leurs champs de compétences respectifs.

Un avenant a été signé en date du 25 juillet 2021 entérinant la programmation proposée pour 2021. Au titre de l'année 2021, l'Etat a apporté un soutien financier à la Métropole, la Ville et le CCAS à hauteur de 500 000 €, identique à l'année 2020.

Les actions prévues à la convention ont été réalisées ou ont connu un démarrage. Certaines ont nécessité des adaptations pour tenir compte de décisions telles la résorption des bidonvilles.

Les actions qui ont été engagées sont les suivantes :

Pour casser la reproduction de la pauvreté et un meilleur accès à l'hygiène pour les personnes en grande précarité :

- Création d'un accueil de jour "Maison des familles" ;
- Création d'un lieu de vie modulable pour grands marginaux ;
- Développement d'actions pour un meilleur accès à l'hygiène pour les personnes en grande précarité : distribution de kits hygiène – amélioration de l'accès aux douches – soutien à la bulle douche nomade – développement du logiciel Pratik ;
- Extension des maraudes du Samu social sur la Métropole ;

Au titre de l'aide alimentaire :

- Consolidation du marché solidaire géré par le secours populaire ;

Dans le domaine de l'insertion professionnelle et la mobilisation des entreprises :

- Soutien à des expérimentations de parcours innovants portées par le CCAS, l'APIJ, APSH34, Passerelles synergies, France active AIRDIE, CREER - Maison des chômeurs et citoyens solidaires ;
- Développement de dispositifs d'insertion par l'activité économique :
 - Soutien à des chantiers d'insertion portés par IMEIF, Recycl&Vs, les jardins de Cocagne ;
 - Création de postes pour la mise en place du dispositif Territoires zéro chômeurs et le développement de la clause sociale (les postes seront pourvus en 2022) ;
 - Aide au démarrage d'associations de préfiguration d'entreprises d'insertion (MRBC 20, ENVIE) ;
- La mobilisation des entreprises en faveur des publics en précarité :
 - Soutien à des associations innovantes en termes de méthodes : UCRM (IOD) Coraline / MosaïqueRH ;

Pour l'accompagnement et l'accès aux droits des personnes en situation de précarité :

- La prise en compte des besoins essentiels des personnes vivant en bidonvilles : les actions prévues initialement ont dû être adaptées pour tenir compte de la décision prise en cours d'année 2021 de résorber les bidonvilles et les squats et mises en œuvre. Les actions ajustées ont été engagées fin 2021 mais feront l'objet d'un paiement en 2022 (report financier) ;
- Le développement de l'habitat intercalaire en faveur de personnes en précarité et d'expérimentations visant à réduire l'habitat illicite : mise en place d'une ingénierie adaptée, soutien au projet d'habitat intercalaire Luttopia, prospection et développement de projets d'habitat intercalaire ;
- La mise en place d'un accompagnement global des habitants Marels-Montauberou prenant en compte les besoins sociaux, éducatifs et de santé ;

Pour faciliter l'accès aux soins et à la prévention des habitants les plus éloignés des dispositifs :

- L'étude de faisabilité d'une mutuelle communale, réalisée.

Le rapport d'exécution 2021, établi par la Métropole en lien avec la Ville et le CCAS, rend compte de l'exécution des crédits versés en 2021 au titre de ladite convention d'appui. Il rappelle ainsi, action par action, le projet et les engagements. Il rend compte de son exécution en présentant les résultats obtenus, les écarts éventuellement observés et les ajustements réalisés.

Enfin, ce document contient un bilan financier global synthétisant l'ensemble des actions conduites par la Métropole, la Ville et ses partenaires sur le territoire, par rapport au cadre financier initial.

Le vote de ce rapport d'exécution qui est soumis à votre approbation, conditionne la délégation des crédits qui seront alloués par l'Etat en 2022, à l'occasion de la prise d'un nouvel avenant à la convention initiale. Cet avenant fera également l'objet d'une délibération qui sera présentée aux Conseils métropolitain et municipal de juin 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le rapport d'exécution 2021 de la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 7 avril 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 avril 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 01_03_Rapport_d_execution_20211646238164964.docx
- Tableau_de_suivi_financier_global_20211646238188804.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220329-185376-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/04/22
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.